



L'évolution de l'emploi du Grand Amiénois face à la crise

Entre 2008 et 2014, le Grand Amiénois a été confronté à une perte significative d'emplois (- 3,3 %) tout en connaissant une poursuite de la tertiarisation de son économie. Parallèlement à ces deux tendances concomitantes, les filières d'excellence du territoire (santé, aéronautique) ont connu des reconfigurations spatiales notables ou des dynamiques spécifiques qui ont occasionné des évolutions importantes de la répartition géographique des emplois. Le transfert d'une majeure partie de l'offre hospitalière au sud de l'agglomération amiénoise, dans la commune de Salouël, en est une parfaite illustration. Simultanément, le pôle aéronautique de Méaulte connaît une croissance importante grâce à la dynamique de développement spécifique à l'industrie aéronautique et à ses marchés de spécialisation.

Conscient du potentiel économique de certains domaines d'activité, le territoire a engagé un processus de structuration de filières à fort potentiel d'avenir (santé, numérique et stockage de l'énergie). Cette démarche a pour ambition de positionner le territoire autour de l'économie de la connaissance et de l'innovation et de consolider de ce fait la place du Grand Amiénois dans le nouvel espace régional des Hauts-de-France.

Martial Maillard, Patrick Le Scouëzec (Insee), Arnaud Laure, Matthieu Alaime (Aduga)

Depuis la crise économique de 2008, l'emploi dans le Grand Amiénois (élargi à la communauté de communes Avre Luce Moreuil – CCALM, comprenant ainsi l'ensemble de l'aire urbaine d'Amiens) a diminué de 3,3 %. Cette évolution a renforcé le caractère tertiaire de la structure de l'emploi du territoire puisque les pertes ont principalement touché l'industrie, la construction et le commerce tandis que l'administration et les services, tant administratifs que destinés aux particuliers, ont gagné des effectifs. Mais ces variations sont contrastées au sein du Grand Amiénois, Amiens et une partie des communes limitrophes ont connu une évolution défavorable, notamment les principales communes au nord et au sud-ouest du Grand Amiénois, tandis que le sud et l'est du territoire restent sur une dynamique positive. Réunissant près de trois quarts des emplois du Grand Amiénois, l'agglomération d'Amiens influence fortement les caractéristiques économiques du territoire. Métropole du grand Bassin parisien et pôle urbain des Hauts-de-France, Amiens présente un profil économique singulier marqué notamment par l'administration publique, le secteur de la santé et de la formation.

1 Un système productif plus tertiarisé dans l'Amiénois

Structure de l'emploi salarié au 31 décembre 2014

unités : %, nombre

	Unité urbaine d'Amiens	Pays du Grand Amiénois	Hauts-de-France
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	1,0	1,2
Industrie	10,4	14,6	16,3
Industrie manufacturière	8,6	12,9	14,7
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1,1	0,8	0,6
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,7	0,9	1,0
Construction	4,3	5,1	5,9
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	11,1	11,4	13,8
Services	74,1	67,9	62,8
Transports et entreposage	6,6	6,0	6,0
Hébergement et restauration	2,8	2,5	3,0
Information et communication	1,9	1,4	1,7
Activités financières et d'assurance	3,5	2,9	2,9
Activités immobilières	1,1	0,9	0,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3,7	3,4	4,0
Activités de services administratifs et de soutien	6,0	5,3	4,8
Administration publique	18,3	16,1	11,2
Enseignement	9,6	9,5	9,3
Santé humaine et action sociale	16,8	16,5	16,2
Arts, spectacles et activités récréatives	1,0	1,0	1,0
Autres activités de services*	2,8	2,4	1,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0
Nombre d'emplois salariés	89 990	122 540	1 856 789

*Les « autres activités de services » englobent notamment les services aux particuliers.

Source : Insee, Clap 2014.

La structure de l'emploi du Grand Amiénois se tertiarise

Le pays du Grand Amiénois, élargi à la CCALM, compte 122 500 emplois salariés fin 2014, soit 68 % des emplois de la Somme et 7 % de ceux présents dans les Hauts-de-France. Aujourd'hui, bien loin de son passé industriel (industrie textile puis développement d'une économie fordiste dans les années 1960-1970), le Grand Amiénois s'ancre dans un processus de tertiarisation avec 68 % des emplois issus de ce secteur contre 63 % à l'échelle des Hauts-de-France. Cette tertiarisation plus marquée est à mettre en relation avec une forte présence de l'administration publique (16 % contre 11 %). Cette place prépondérante des services fait que le commerce, l'industrie et la construction apparaissent légèrement moins présents que dans la grande région (figure 1).

Un territoire particulièrement touché par la crise économique

Pendant la période 2009 - 2014, sous l'effet de la crise de 2008, le territoire a perdu 4 200 emplois, soit une baisse de l'ordre de 3,3 % (figure 2). Ce repli est légèrement plus marqué que dans les Hauts-de-France, qui ont pourtant connu une évolution négative de ce point de vue (-2,7 % contre -0,7 % pour l'ensemble de la France métropolitaine). Ces tendances particulièrement défavorables s'expliquent en premier lieu, par d'importantes baisses d'effectifs dans l'industrie et la construction avec respectivement 3 000 et 1 100 emplois en moins, correspondant à une baisse de 14 % des effectifs. Un constat qui s'inscrit dans la continuité des tendances observées à l'échelle nationale où l'industrie, en pleine mutation, s'est caractérisée par des destructions d'emplois régulières (-20 %) alors que les investissements dans le secteur continuent de croître depuis 2000 (+10 %).

Ces destructions d'emplois sont aussi le fait d'évolutions propres au Grand Amiénois. Le commerce a par exemple connu une diminution de ses effectifs salariés deux fois plus importante qu'au niveau régional (-3,5 % contre -1,8 %). Le commerce de détail indépendant non alimentaire correspond au profil d'activité ayant le plus souffert de la crise, ne pouvant compter sur les ressources d'un réseau de franchise ou d'un grand groupe intégré. Par ailleurs, plusieurs autres facteurs sont en mesure d'expliquer cette contraction : la présence d'un bassin de consommation modeste et fragilisé par la crise, les mutations propres au secteur liées à l'évolution des comportements d'achat, etc. Ce constat relatif à l'emploi commercial doit être fait malgré la croissance des chiffres d'affaires de trois des quatre polarités commerciales

principales de l'agglomération entre 2010 et 2016 (à l'exception du pôle Jules Verne : -11 %, source : *Analyse de la demande et des comportements d'achat, CCI Amiens Picardie, 2016*).

Plus globalement, des secteurs d'activité relatifs aux services sont à la peine dans le Grand Amiénois alors qu'ils se développent au niveau régional (+2,4 %). Il s'agit des secteurs de l'information et de la communication, de l'hébergement et de la restauration, des arts et activités récréatives, de l'enseignement et dans une moindre mesure de la santé et de l'action sociale.

À l'inverse, le territoire a connu des croissances d'emploi à contre-courant de la dynamique régionale. Il s'agit en premier lieu des activités de services administratifs et de soutien qui incluent notamment les centres d'appel (+24 % soit 1 300 emplois), de l'administration publique, ainsi que les services aux particuliers et les activités industrielles liées à l'énergie. Ces secteurs n'ont pas ou peu bénéficié de la création d'emploi à l'échelle régionale, alors qu'ils ont permis dans le même temps de réduire les effets très marqués de la crise économique dans le Grand Amiénois. De par la présence d'un tissu spécialisé et de compétences identifiées dans la relation client, Amiens a sans doute pu tirer profit du comportement spécifique des acteurs économiques dans le contexte de crise. En effet, si la prudence était de mise en matière de recrutement, les entreprises ont eu tendance à solliciter en premier lieu des presta-

taires d'actions commerciales (notamment les centres de relation clients) dans leur stratégie de fidélisation de leurs clients comme dans leur recherche de nouveaux prospects. Cela s'est traduit localement par une consolidation de ce type d'activités, révélé par de nouvelles implantations (Callweb, spécialiste dans l'outsourcing).

Une évolution de l'emploi plus favorable au sud et à l'est d'Amiens

Pendant la période 2008-2014, les pertes d'emplois se sont localisées majoritairement au sein de l'unité urbaine d'Amiens (-3 000 postes), notamment à Amiens (-4 500) et Dury (-700), mais aussi à Saleux, Longueau, Rivery et Camon. Certaines de ces diminutions d'emplois sont à relativiser une fois qu'elles sont resituées à l'échelle de l'agglomération. Ainsi, Salouël a bénéficié du transfert du site amiénois de l'hôpital Nord sur le nouvel hôpital Sud (+1 500 postes). À la faveur de créations ou d'implantations nouvelles, en particulier au sein des zones d'activités économiques, l'emploi salarié s'est développé dans certaines communes. Ainsi l'expansion du pôle Jules Verne a stimulé l'emploi à Glisy (+900) et à Boves (+300).

L'écosystème industriel de pointe, hautement spécialisé (autour de l'aérostructure) et à fort potentiel de croissance, a dynamisé l'emploi à Méaulte (+600), compensant le recul observé à

2 La crise économique a particulièrement affecté l'industrie et la construction

Évolution de l'emploi salarié du 31 décembre 2008 au 31 décembre 2014

	Unité urbaine d'Amiens	Pays du Grand Amiénois	Hauts-de-France
Agriculture, sylviculture et pêche	-47,4	9,7	15,3
Industrie	-17,0	-14,3	-16,0
Industrie manufacturière	-21,7	-16,9	-17,8
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	35,8	33,8	11,6
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	-1,4	-0,4	1,8
Construction	-8,6	-14,6	-14,7
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	-3,8	-3,5	-1,8
Services	-0,4	0,4	2,4
Transports et entreposage	-14,7	-13,6	-5,4
Hébergement et restauration	-5,5	-2,8	6,1
Information et communication	-10,3	-9,0	4,9
Activités financières et d'assurance	-8,5	-6,3	0,1
Activités immobilières	8,6	0,9	-2,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,1	-0,1	-1,7
Activités de services administratifs et de soutien	17,8	24,0	7,7
Administration publique	6,1	3,9	-0,3
Enseignement	-6,4	-1,7	4,1
Santé humaine et action sociale	1,2	1,6	7,7
Arts, spectacles et activités récréatives	-26,6	-22,8	9,6
Autres activités de services*	11,2	8,0	-12,1
Ensemble	-3,2	-3,3	-2,7

*Les « autres activités de services » englobent notamment les services aux particuliers.
Source : Insee, Clap 2008 et 2014.

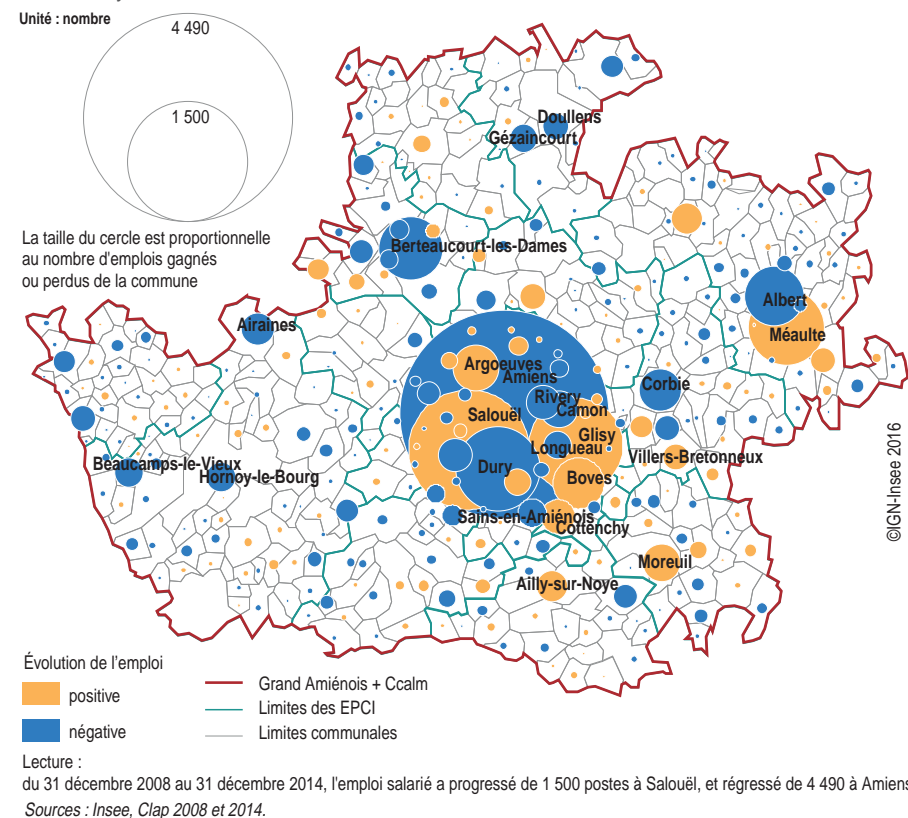
Albert (perte de vitesse des zones d'activités albertines, fermetures dans la zone commerciale de Bellevue). Le développement de la logistique à Argoeuvres a créé 200 postes au moment où des bourgs du pays du Grand Amiénois (Acheux-en-Amiénois, Ailly-sur-Noye, Bray-sur-Somme, Cottenchy, Moreuil, Saint-Fuscien, Villers-Bretonneux ou Villers-Bocage) ont également connu une progression de l'emploi salarié. À une échelle géographique plus large, sept intercommunalités ont connu une diminution du nombre d'emplois durant cette période, allant jusqu'à - 15 % dans le Val-

de-Nièvre et la région de Oisemont. Six autres connaissent une stabilité des effectifs salariés voire une légère hausse. Durant cette période de crise, ce ne sont pas les territoires qui assuraient traditionnellement la croissance qui se sont le plus développés. Au contraire, l'agglomération amiénoise a été le territoire le plus lourdement impactée lorsque d'autres ont su allier, à leur échelle, potentiel d'offre et qualité résidentielle (Ailly-sur-Noye, Bocage-Hallue). D'autres communes ne connaissent pas cette dynamique de l'emploi et ont subi de fortes baisses. Les principales pertes d'emploi con-

cernent Berteaucourt-les-Dames avec la fermeture de la Manufacture française de sièges sur Harondel représentant l'un des plus gros employeurs au niveau local (- 410 emplois, soit un effondrement de l'emploi communal de 87 %), Albert (- 370 emplois) et Corbie (- 185 emplois). Les principales communes du Sud-Ouest Amiénois (Airaines, Beaucamps-le-Vieux et Hornoy-le-bourg) et du Doullennais ont été fortement impactés (figures 3 et 4).

3 Des créations d'emplois dans la banlieue sud d'Amiens et à Méaulte

Évolution de l'emploi salarié par commune du 31 décembre 2008 au 31 décembre 2014 dans le Pays du Grand Amiénois



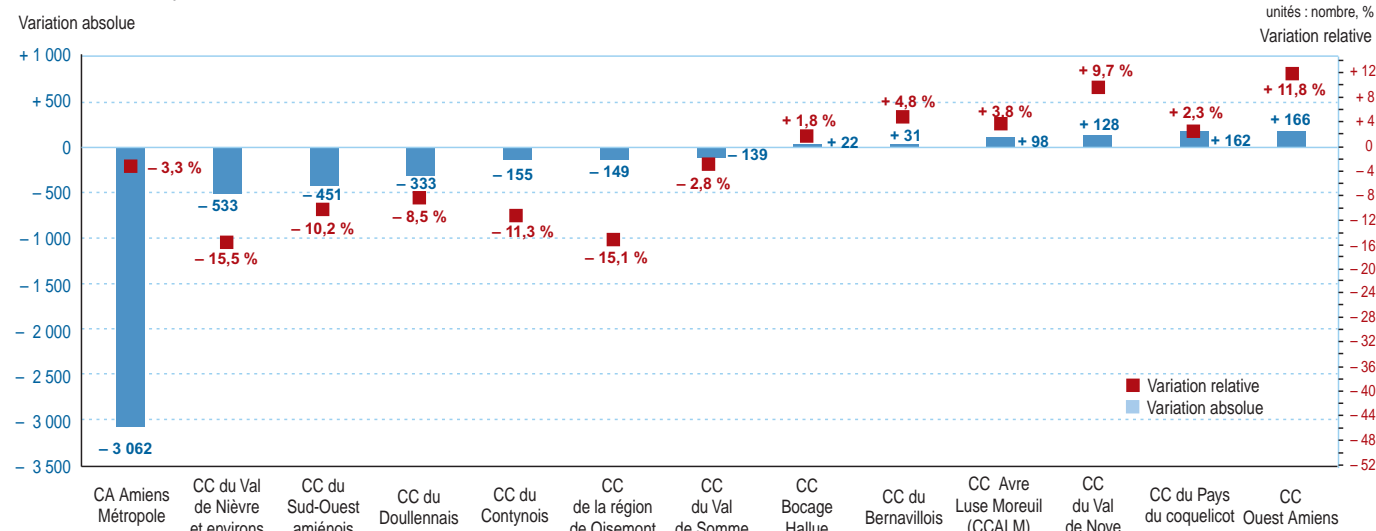
Les spécificités de l'agglomération amiénoise au sein du grand Bassin parisien

La crise a eu des impacts plus ou moins contrastés sur l'économie des agglomérations entourant l'Île-de-France. Au sein du panel (définitions) retenu, seule l'agglomération d'Arras a connu une croissance en matière d'emplois sur la période 2008-2014 (figure 5).

L'agglomération amiénoise présente un profil singulier en comparaison des principaux pôles du grand Bassin parisien. Ses 90 000 emplois lui confèrent un rôle structurant et la rend comparable à ces pôles urbains. Cependant, la proportion d'emplois publics y est nettement plus importante que dans ces derniers et tend à la rapprocher de ses voisins plus proches des Hauts-de-France. Avec le secteur « santé et action sociale », lié notamment à la présence d'un pôle régional de santé, mais encore la formation, cette diversité d'emplois constitue la base économique de l'agglomération (45 % des emplois sont liés à ces secteurs d'activité). Amiens de par la nature de sa base économique, apparaît comme une agglomération qui, du panel sera sans doute impactée par les logiques de relocalisation des sièges sociaux d'entreprises, des directions régionales de grands groupes et des administrations publiques. Ces

4 Des évolutions contrastées de l'emploi au sein du Grand Amiénois

Variation de l'emploi salarié dans les intercommunalités du Grand Amiénois en 2008 et 2014



perspectives ne peuvent être à l'heure actuelle compensées par un secteur industriel qui est aujourd'hui bien moins développé que dans la plupart de ses voisins des Hauts-de-France.

La situation de dépendance de la base économique de l'agglomération ne se limite pas aux seuls salaires publics. Amiens est au cœur d'une ex-Picardie qui faisait partie des régions dans lesquelles les entreprises étrangères contribuaient le plus au chiffre d'affaires (26 %, 2^e derrière l'Alsace mais devant l'Île-de-France) et à l'emploi régional (13 % : 3^e ex aequo avec la Lorraine) en 2014 (Business France, 2014). Les grandes unités de production pourvoyeuses d'emplois sont pour la plupart dépendantes de centres de décisions extérieurs (multinationales, fonds financiers, etc.). Ce territoire, qui par ailleurs souffre d'un déficit en fonctions de commandement, reste donc confronté aux risques de délocalisation de fonctions productives fordistes ou à des restructurations. ■

Vers une structuration de nouvelles filières innovantes

Aujourd'hui, Amiens ne peut se contenter d'une économie à dominante servicielle à faible valeur ajoutée. Ce profil spécifique d'économie tertiaire ne s'accompagne pas de manière significative d'une montée en compétences des emplois du secteur contrairement à ce que l'on tend à observer dans les économies métropolitaines. Les restructurations industrielles qui ont pu altérer son attractivité ont fini par convaincre l'agglomération de se pencher sur le potentiel de développement endogène de son économie. Ce développement repose sur la capacité de la puissance publique et des structures économiques et sociales du territoire à favoriser l'émergence de projets économiques au sein du tissu local tout en cherchant de nouvelles connexions aux marchés internationaux. La politique des clusters centrée sur une stratégie d'activation des proximités (géographiques et cognitives) autour de filières d'excellence affirmées (santé) ou en émergence (numérique, stockage de l'énergie), incarne ce nouveau volontarisme public. Dans la continuité du processus de recentralisation des campus universitaires en centre-ville, cette politique est en mesure de proposer un dialogue renouvelé entre la ville et l'économie.

Aduga

Définitions

La notion d'**unité urbaine** repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Dans cette étude, l'unité urbaine d'Amiens est élargie aux communes de Poulainville et de Glisy dans la mesure où des zones d'activités économiques s'étendent également sur ces communes. Par commodité de langage, le terme d'unité urbaine d'Amiens correspond ici à l'ensemble constitué des communes d'Amiens, Boves, Cagny, Camon, Dreuil-lès-Amiens, Dury, Glisy, Longueau, Pont-de-Metz, Poulainville, Rivery, Saleux et Salouël.

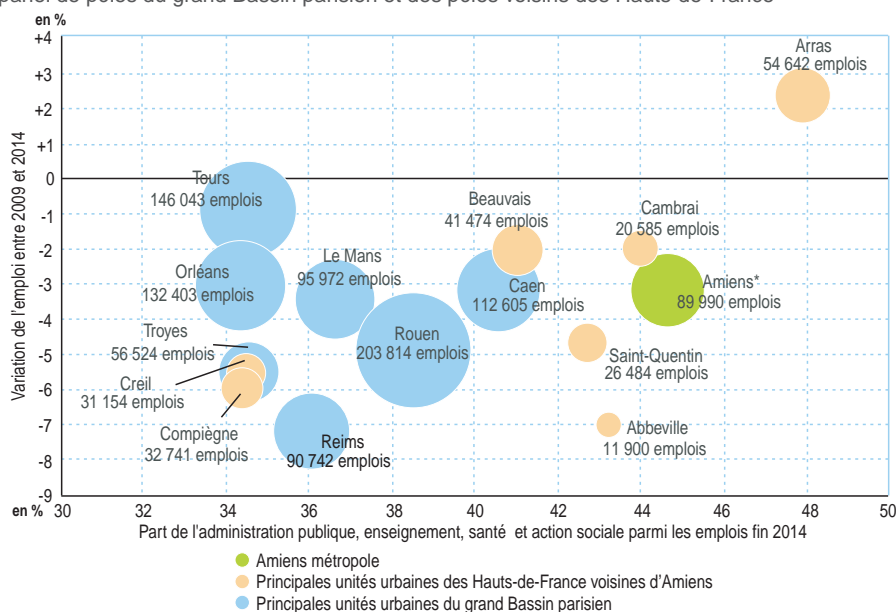
Le **panel de comparaison** est composé des principales unités urbaines des Hauts-de-France voisines d'Amiens (Abbeville, Arras, Beauvais, Cambrai, Creil, Compiègne et Saint-Quentin), ainsi que des principales unités urbaines du grand Bassin parisien (Caen, Le Mans, Orléans, Reims, Rouen, Tours et Troyes).

Sources

Les données utilisées sont Clap (Connaissance locale de l'appareil productif) pour les effectifs salariés au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2008. Le secteur de la Défense et les particuliers employeurs ne sont donc pas comptabilisés dans ce champ.

5 L'agglomération amiénoise se distingue par une plus forte proportion d'emplois publics

Évolution de l'emploi et part des emplois publics, enseignement et action sociale dans un panel de pôles du grand Bassin parisien et des pôles voisins des Hauts-de-France



Source : Insee, Clap 2008 et 2014.

Insee Hauts-de-France
130, avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769
59 034 Lille Cedex

Directeur de la publication :
Daniel Huart

Rédactrice en chef :
Nadine Lhuillier
ISSN : 2492-4253
© Insee 2016

Crédit photos :
- Albert-Méaulte, Pays du Coquelicot/V. Spaletti
- Amiens CHRU, Aduga
- Amiens gare-le-vallée bâtiment Oxygène, Aduga

Pour en savoir plus

- Maillart M., Baron G., « Amiens, une ville socialement contrastée », *Insee Analyses Nord-Pas-de-Calais-Picardie* n° 6, avril 2016
- Mierlot J.-M., « Une approche de la qualité de vie à Amiens Métropole », *Insee Flash Nord-Pas-de-Calais-Picardie*, n° 4, avril 2016
- Aduga, Insee Picardie, « Regard sur la métropole amiénoise : une géographie des mutations sociales », avril 2014
- Aduga, « Portrait de territoire Amiens métropole », juin 2012
- Aduga, « Les zones d'activités du Grand Amiénois », 2012
- Warzée C., Dupré O., « L'insertion des pôles d'emplois dans le Scot du Valenciennois », *Pages de Profils*, Insee Nord-Pas-de-Calais n°82, novembre 2010

